

CIBLE

Oisiveté

Le dernier numéro du *Revenu français*, très prudemmesque revue des « bons pères de famille », nous propose un dossier fort documenté sur « Ce qu'il vous faut pour vivre sans travailler », en chiffrant les millions et les placements qui sont nécessaires pour couler d'oisifs jours heureux...

Et pourquoi pas ? : il faut croire que les gagnants du Loto et surtout de la Bourse sont suffisamment nombreux en France pour justifier ces épais dossiers et les savants calculs que la revue consacre au sujet.

Mais, à la suite de cet article, nous n'avons pas entendu les échos de la vertueuse indignation de ceux qui, à droite comme à gauche, estiment qu'il est impossible de « payer les gens à ne rien faire », qui exigent que l'attribution du RMI (une « rente » de 2 500 F par mois !) soit soumise à la production d'un travail pour la collectivité, qui soliloquent sur la reconnaissance sociale et la « dignité » que procurerait le travail, fut-il inutile et dégradant, au chômeur. Où sont donc tous ces donneurs de leçons aux « valeurs » et aux vertus sélectives ?

Leur silence n'est qu'un aveu supplémentaire de leur mépris des pauvres et de l'hypocrisie profonde de leurs discours.

CAMBODGE

Sihanouk l'éternel recours

Géopolitique

L'arme de la faim

p. 2

Europe

Les illusions de la gauche

p. 12

Quand la faim est une arme

Le premier rapport annuel de l'association humanitaire « Action contre la Faim » nous interpelle sur la relation délicate entre gestion des denrées alimentaires et politique.

Il existe aujourd'hui une véritable carte de la faim. Tous les pays ne sont pas à égalité. La faim, loin de s'expliquer par la surpopulation ou le manque de denrées, résulte surtout de l'incapacité pour certains groupes humains d'accéder à la nourriture en raison d'une organisation politico-économique injuste. Déliramment injuste.

En effet, aujourd'hui, les systèmes d'alertes précoces, qui auscultent la planète en permanence, grâce notamment aux satellites, permettent de prévenir toute famine potentielle par la mise en place rapide de moyens pour l'enrayer, tels que les distributions alimentaires ciblées. Les famines ne sont plus une fatalité. Et pourtant des gens en meurent toujours, enfin, certains en meurent. Les autres calculent le bénéfice à en tirer en terme de puissance, de reconnaissance et en premier

lieu comme arme de guerre. La croissance de l'action humanitaire, remplaçant l'aide publique jugée d'autant moins efficace à mesure qu'elle perdait son utilité géopolitique, a suscité de nouvelles pratiques. Ce ne sont plus les peuples ennemis, les peuples à conquérir qui sont affamés, mais les propres populations de ceux qui veulent capter à leur profit les tribunes médiatiques afin d'y exposer leurs revendications, de susciter la compassion internationale et de s'approprier un argent vite débloqué.

Ainsi, certains « gouvernements » (comme celui de l'Irak) n'hésitent pas à refuser d'appliquer tout dispositif visant à atténuer la dureté de la situation afin de faire pression pour une levée d'embargo en montrant le spectacle affligeant de leur population mourant de faim et de prendre ainsi le statut de victime. D'autres (comme le

Liberia ou la Sierra Leone) privent volontairement leur population de tout moyen de subsistance en détruisant systématiquement les récoltes et en introduisant la terreur. Une fois la situation devenue dramatique, les journalistes sont conviés à découvrir les « horreurs de la guerre » et à mobiliser ainsi l'aide humanitaire internationale, détournée dès qu'elle arrive, aussitôt réexportée pour faire rentrer des devises pour soutenir l'effort de guerre.

La famine peut aussi résulter de l'incompétence de gouvernements aveuglés par leur idéologie, comme en Afghanistan actuellement où des milliers de foyers sont privés de toute forme de ressources car le chef de famille est une femme.

Pour autant, l'arme de la faim n'existe pas seulement dans les conflits entre pays du tiers-monde : elle surgit, de plus en plus, dans les relations

Nord/Sud. En effet, les stocks mondiaux de grain ont été, depuis les années 80, majoritairement privatisés, entraînant, entre exportateurs, une compétition féroce pour la conquête des marchés mondiaux. Les mauvaises récoltes de ces cinq dernières années n'arrangent pas la situation en provoquant une envolée des prix. Tant que l'aide ne coûtait rien et permettait d'écouler à bon compte des excédents, elle était largement employée pour résorber les déficits alimentaires de la planète ou constituer une coopération de type « nourriture contre travail » motivée par des intérêts commerciaux et géopolitiques. Aujourd'hui, fournir des céréales gratuitement coûte cher, les stocker encore plus. Les stocks ont été détruits tandis que des millions de personnes meurent de faim.

Au cours de ce dernier quart de siècle, les programmes d'urgence et l'aide alimentaire se sont mis à faire partie du paysage médiatique. Aussi poser la question de leur raison d'être peut paraître incongru surtout devant les images atroces des victimes des famines. Pourtant, derrière cette interrogation simplificatrice se cachent de réels enjeux politiques, de réels débats d'éthique. Il ne faut pas oublier que le combat contre la faim est quotidien pour une large partie de la population mondiale. L'aide humanitaire est une ressource rare dont il faut user avec discernement et de la façon la plus appropriée.

Valérie KOZLOWSKI

Échec

L'énorme vague de protestation qui a secoué le pays est tristement retombée : faible, très faible mobilisation le jeudi 5 novembre.

De fait, Claude Allègre a gagné sur toute la ligne, en jouant à la fois sur la spontanéité du mouvement de masse, sur la coopération de la FIDL, « syndicat » lycéen très peu représentatif, sur la démoralisation des enseignants, sur la mauvaise image que les « casseurs » parisiens ont donné des manifestations dans la capitale.

Comme un judoka, le ministre de l'Éducation nationale s'est servi de la force du mouvement pour la retourner à son profit. Les lycéens réclamaient plus de professeurs ? Leurs programmes seront allégés, et c'est la perspective d'un enseignement au rabais qui s'est précisée. Les lycéens réclamaient de meilleures conditions de travail ? L'État répond par la déconcentration, qui provoquera des inégalités dans l'enseignement, avant qu'on s'en prenne au lycée lui-même puisque le projet, clairement exprimé, est de résorber l'enseignement secondaire par les deux bouts : fourniture de données de base aux plus jeunes, cours magistraux sur le mode universitaire pour les autres.

C'est assurer un bel avenir aux établissements privés, et donner une jolie prime aux élèves qui bénéficient d'un soutien familial. On s'oriente ainsi vers un système à l'américaine, dont le caractère à tous égards désastreux a été cent fois démontré.

Contre Claude Allègre, il faudra reprendre aussi vite le combat, en lui donnant la forme politique qui lui a manqué.

Y. LANDEVENNEC

L'offensive des patrons

Le changement de nom du CNPF n'est pas un vulgaire « effet d'annonce » fabriqué par une quelconque officine publicitaire : il s'accompagne d'une réforme statutaire qui permettra d'exercer sur les salariés une violence accrue.

Le 27 octobre, à Strasbourg, le CNPF a décidé, dans l'enthousiasme général, de se transformer en Mouvement des entreprises de France (Medef). L'idée est simple : il s'agit de persuader l'opinion que la vieille corporation des patrons s'est transformée en une structure moderne et dynamique rassemblant les entreprises elles-mêmes, donc les entrepreneurs et « leurs » salariés unis vers la poursuite d'un même objectif.

C'est en ce sens que le Medef veut être un mouvement agissant « en faveur du bien commun des entreprises » de toutes formes et dimensions. En d'autres termes, le CNPF perd son apparence corporative pour adhérer plus étroitement à l'idéologie corporatiste qui postule que les ouvriers et les patrons sont unis par un intérêt commun.

L'expérience a montré qu'il s'agissait là d'une imposture, car ce sont les patrons qui définissent de manière unilatérale l'intérêt commun. Cette perversion immédiate de la fiction corporatiste se vérifiera dans les prochaines années. Les statuts du Medef disposent en effet que « hormis les salaires », le Medef n'interviendra qu'à titre exceptionnel pour négocier et signer les accords sociaux. En d'autres termes, la négociation sera décentralisée : les discussions se dérouleront au niveau des branches et surtout dans les

entreprises, ce qui diminuera considérablement le pouvoir des syndicats ouvriers qui ne sont que très faiblement représentés au niveau de l'entreprise.

Bien entendu, le Medef continuera de jouer son rôle de groupe de pression à l'échelon national, en continuant de réclamer l'application des dogmes ultra-libéraux : retrait de l'État du secteur concurrentiel, franchise de charges sur les premiers cinq mille francs de salaire mensuel, création de fonds de pension. Comme le gouvernement accepte maintenant ces trois exigences, il faudra simplement que le patronat patiente le temps que les socialistes désarment les oppositions.

Le baron Seillière, qui est un financier multimilliardaire et qui n'a jamais dirigé une entreprise, continuera de présider l'organisation patronale. Et comme un bonheur ne vient jamais seul, Didier Pineau-Valencienne, qui connut la prison en Belgique et qui vécut longtemps sous la menace d'une nouvelle arrestation avant de se dégager de ce mauvais pas de manière pour le moins déplaisante, vient d'être élu à la tête de la prestigieuse Association française des entreprises privées que présidait Ambroise Roux. Les chefs d'entreprise sont décidément bien mal représentés.

B. LA RICHARDAIS

Dumas

Une fois de plus, l'honneur d'un homme est livré aux chiens. L'année dernière, on s'était servi d'un livre qui diffamait grossièrement François Léotard et Jean-Claude Gaudin pour proclamer qu'il s'agissait là d'une « affaire d'État ».

Ce mois-ci, on se sert d'un autre livre, qui ne contient aucune accusation contre Roland Dumas, pour affirmer à la Une du *Monde* que ce récit d'une relation amoureuse « fragilise le président du Conseil Constitutionnel » et, en pages intérieures, qu'il « gêne la défense publique de M. Dumas » (1). Dans les deux cas, *Le Monde* s'est érigé en justicier - mais aussi, pour l'ancien ministre de François Mitterrand, en témoin vigilant de la morale privée.

Comme par hasard, deux maisons d'édition viennent de publier des ouvrages sur « l'affaire Dumas », l'un rédigé par un journaliste de *L'Express*, l'autre par un journaliste du... *Monde*, que notre grand quotidien du soir a immédiatement signalé à l'attention de ses lecteurs dans une page en forme de dossier, où la volonté de nuire est contrebalancée par la peur de poursuites judiciaires.

Cette campagne est abjecte. Si Roland Dumas a commis des délits, qu'il soit condamné. Mais il est inacceptable que le secret de l'instruction soit violé depuis des mois dans l'affaire qui semble le concerner, et qu'il soit porté gravement atteinte à sa vie privée. Cet acharnement contre un homme que la plupart de ses amis socialistes veulent ignorer soulève le cœur.

Jacques BLANGY

(1) *Le Monde*, 30 octobre 1998

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Quand la faim est une arme - p.3 : Échec - L'offensive des patrons - Dumas - p.4 : Ce diable de Millon - Des hauts et des bas - p.5 : Wye : pourquoi ? - p.6/7 : Norodom Sihanouk, l'éternel recours - p.8 : Prisons - « Citoyen Mauss » - p.9 : Les Confessions - p.10 : Bouche - Utopies pirates - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : L'illusion social-démocrate.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01 42 97 42 57
Télécopie : 01 42 96 05 53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Ce diable de Millon

Faut-il vraiment regarder Charles Millon comme l'otage et le complice du Front national ? Et doit-on le pourchasser de ville en ville, comme si on voulait l'interdire de parole ?

Le fait de poser ces questions sera perçu, à gauche, comme une incorrection grave. Président de la région Rhône-Alpes, élu avec l'appui du Front national, et maintenant animateur d'un mouvement qui ose s'appeler La Droite, Charles Millon est devenu l'équivalent de ces diables-adjoints qui, armés d'un trident, sont chargés de pousser les méchants dans les flammes de l'enfer - en l'occurrence le Front national.

Du coup, les liges de vertu - celles de gauche évidemment - multiplient les invocations et les démonstrations de rue comme autant de rites d'exorcisme. Parallèlement, des enquêteurs zélés rassemblent des faisceaux de preuves sur la parenté entre le diable Millon et le grand Satan national-populiste : Millon est catholique, Millon est le mari de Chantal Millon qui est catholique, Millon a fréquenté le Cercle Péguy à Lyon, comme Megret Millon parle de l'Europe des nations... Une fois de plus, on examine un comportement en fonction de réseaux réels ou supposés, on juge une pensée sur de vagues analogies au lieu de lire les livres de Chantal Millon-Delsol qui est une éminente juriste, on ramène des choix politiques à des convictions religieuses qu'on suppose réactionnaires parce que M. et Mme Millon sont notoirement catholiques. Comme ces catholiques ne sont pas des amis de M^{re} Gaillot, ils sont nécessairement réactionnaires...

On aura compris que nous ne parvenons pas à prendre au sérieux la campagne contre Charles Millon et contre son mouvement politique.

C'est peut-être une erreur. Il est possible que La Droite soit une sorte de sas vers l'extrême droite, et que Charles Millon soit un homme infiniment plus dangereux qu'un Jacques Blanc qui dirige sa région depuis bien des années avec le concours du Front national sans susciter beaucoup d'émotion. Mais alors si le chef de La Droite est une des figures du Diable, pourquoi s'acharner à la transformer en martyr en organisant contre lui des manifestations de rue sur le mode de celles qui ont tant profité à Jean-Marie Le Pen ?

On peut cependant avancer une autre hypothèse. Compte tenu des convictions de Charles Millon, du milieu social qu'il représente, de la décomposition de la droite libérale, nous assistons peut-être à la naissance d'un parti de centre-droit qui pourrait fédérer, comme naguère le CNIP (Centre national des Indépendants et Paysans) toutes les sensibilités de la droite et qui offrirait une solution convenable et riche d'avenir électoral à un grand nombre de militants et de cadres du Front national. En ce cas, Charles Millon rendrait service à la démocratie et à la paix civile.

Dans le doute sur l'avenir du millonisme, la retenue devrait s'imposer.

Sylvie FERNOY

Des hauts et des bas

Ils ont atteint des sommets, et maintenant ils descendent. Parfois ensemble, parfois l'un sans l'autre ou l'autre sans l'un. Qu'importe. Les cotes de popularité de J. Chirac et L. Jospin n'ont pas grand sens. En tout cas pour nous.

Nul ne peut dire ce que les sondages mesurent, mais on se doute qu'ils ne mesurent rien exactement. On sait seulement que ces techniques du non-sens ne sont pas sans conséquences puisque les gouvernants en tiennent compte tactiquement, et que les citoyens réagissent plus ou moins aux résultats chiffrés des opinions qu'on leur prête. Jeux de miroirs à l'infini, où tout le monde se perd, et qui se traduit souvent par de graves désillusions lorsque les résultats des urnes - les seuls démocratiques et rigoureusement décomptés - sont proclamés.

Ainsi, les sommets atteints cet été par le président de la République et le Premier ministre n'avaient aucune signification politique : ils faisaient apparaître un instantané de l'opinion (« l'effet Coupe du monde ») au moment où les responsables politiques étaient en vacances... Il est donc normal que les cotes de popularité retombent depuis que la vie politique a repris, et connaissent des hauts et des bas selon la conjoncture.

Le mieux serait de ne pas se soucier de ces « données » artificielles, afin de préserver l'indépendance du jugement politique. Telle est en tous cas la ligne de conduite que nous nous sommes fixée, et que nous continuerons à suivre d'autant plus fermement que

nous entrons dans une période de turbulences et de troubles aggravés. Ce qui signifie ceci :

Quelle que soit la cote de popularité du chef de l'État, il représente l'autorité légitime, incomplète et fragile, et qui par conséquent doit être sauvegardée car c'est l'ultime médiation dont nous puissions disposer en cette période de crise de toutes les médiations politiques (les partis) et sociales. D'où notre retenue, quant aux réserves, aux regrets et aux critiques que nous pourrions formuler à l'encontre de Jacques Chirac.

Quelle que soit la cote de popularité du Premier ministre, nous continuerons à le reconnaître comme tel malgré notre opposition radicale à la ligne qu'il a choisie. Nous l'avions déjà dit lorsque Alain Juppé était à Matignon : la question fondamentale n'est pas le changement d'une personne ou d'une équipe, mais l'orientation radicalement nouvelle qui doit être donnée dans tous les domaines à la politique française. Mais nos critiques continueront à être vives, violentes parfois, dans l'espoir qu'elles hâteront la prise de conscience du milieu dirigeant et la révolution économique et sociale que nous espérons.

Annette DELRANCK

Wye : pourquoi ?

L'accord signé entre Israéliens et Palestiniens à Wye Plantation marque l'engagement croissant des Américains dans la région.

L'accord de Wye Plantation a confié à l'autorité palestinienne 13 % de territoires en plus. Mais en comptant en superficie, on oublie que l'essentiel de la population palestinienne vivait déjà sous cette autorité. En effet les Palestiniens vivent majoritairement dans quelques villes, le reste des territoires étant constitué principalement de zones semi-désertiques. Ce ne sont pas ces 13 % en plus que les Palestiniens vont retenir, mais la création, pour l'avenir, d'un régime de répression particulièrement efficace, en collaboration avec la CIA, comme aux meilleurs jours des dictatures d'Amérique latine. C'est déjà la réponse à la question qu'ils se posent tous, et les Israéliens avec eux, de la succession d'Arafat, malade et usé. On imagine assez bien un régime militaire et policier à la syrienne ou à l'irakienne.

Faites connaître
Royaliste
à vos amis.

Abonnement d'essai :
3 mois 25 F

Qu'est-ce que le président Clinton va aller faire devant une telle assemblée ? Sinon impliquer les « parrains » et recréer une sorte de front commun contre le Hamas.

Et l'intervention du roi Hussein à Wye ? Qui l'a fait venir et pourquoi ? Ariel Sharon, le nouveau ministre israélien des Affaires étrangères, est arrivé à Wye avec deux jours de retard parce qu'il s'était d'abord arrêté à la clinique où le roi de Jordanie est en traitement. Il n'était alors pas question que le roi Hussein se joigne aux discussions. L'idée est-elle venue de Sharon dont on sait qu'il a toujours pensé que l'État palestinien existait... en Transjordanie, capitale Amman ? L'un des enjeux territoriaux du redéploiement est d'ailleurs l'accès au Jourdain. Or la question que tout le monde se pose est, bien entendu, ce qui se passera après la mort d'Hussein. Son frère Hassan, régent et héritier, ne semble pas en mesure de tenir le royaume aussi pacifiquement que ne l'a fait Hussein grâce à sa baraka, sa légitimité naturelle et aussi son allégeance à l'égard des États-Unis. L'avenir de la monarchie hachémite et la liste des précautions à prendre ont figuré aussi à l'ordre du jour non écrit de Wye Plantation.

Le président Clinton a sans doute calculé le risque qu'il fait ainsi prendre à l'administration américaine. Même l'affaire Monica Lewinsky a été exploitée par les Arabes et les Israéliens du fait que la jeune stagiaire est d'origine juive. Pour demain, c'est un véritable scénario, digne des romans de Gérard de Villiers,

qui se met en place. L'hebdomadaire américain Time rapporte que le nouveau directeur de la CIA est grec-orthodoxe comme une bonne partie des Arabes chrétiens. Il ne faut pas sous-estimer les retombées du conflit dans la mesure où les Américains vont directement plonger les mains dans le cambouis proche-oriental.

N'est-ce pas dans la logique de l'américanisation du milieu dirigeant d'Israël avec Netanyahu ? Le Premier ministre israélien a réussi une nouvelle opération de politique intérieure américaine qu'il contrôle, semble-t-il, encore mieux que la politique intérieure israélienne, ou plutôt qu'il sait pouvoir contrôler par le biais de la première. L'affaire Pollack, cet espion qui a livré des secrets américains à Israël, n'a pas été évoquée par hasard. Elle n'était pas une façon de faire monter les enchères. Elle était dans la logique de l'accord, non seulement pour disposer d'un argument à vendre à l'opinion publique en Israël, mais encore parce qu'elle était nécessaire pour liquider un contentieux entre la CIA et le Mossad. L'erreur est peut-être de l'avoir évoquée publiquement, mais n'était-ce pas un prêt pour un rendu, les Palestiniens ayant voulu mettre la CIA dans leur manche en annonçant, eux aussi publiquement leur coopération ?

L'engagement américain va plus loin que ne l'estimaient raisonnable à l'origine le Département d'État et le Pentagone. Clinton avait besoin d'un succès avant les élections du 3 novembre au Congrès. C'est lui qui finalement aura fait plus de concessions pour une victoire à la Pyrrhus.

Yves LA MARCK

Bertrand Renouvin
LES BOURGEOIS
DU CRÉPUSCULE



Amateurs de consensus mou et tenants de pensée toute faite, s'abstenir !

Dans ce nouvel essai, aux accents de pamphlet, Bertrand Renouvin décrit et dénonce les Maîtres ou plutôt les petits-maîtres qui ont envahi les allées du pouvoir tant politique que médiatique ou économique.

Loin d'être seulement un constat désabusé, ce livre indique les voies à suivre pour nous débarrasser de leur emprise et reprendre nos pouvoirs.

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

Code postal/Ville :

☐ commande ex. des « Bourgeois du crépuscule » au prix de 120 F franco.

Réglement à l'ordre de
Royaume, 17, rue des
Petits-Champs, 75001 Paris.

Le Roi incarne son pays : s'il est un lieu où cette formule s'éprouve avec une extrême intensité, c'est bien le Cambodge. La douleur des Khmers meurtrit le corps de S. M. Norodom Sihanouk et irradie son âme de cette compassion active que le bouddhisme révère. Dans les tourmentes que traverse le pays, Sihanouk est un personnage-clé, mais que se passera-t-il lorsqu'il aura disparu ?

Phnom Penh. L'hôtel Champs-Élysées.

Je bavarde avec le maître d'hôtel. Il est à peu près le seul, ici, à parler le français parmi les membres du personnel. D'autres, plus jeunes, nous regardent, envieux. Ils aimeraient eux aussi converser, mais la langue française se perd. La faute à qui ?

La faute à la France qui n'assume plus sa mission éducative et laisse par exemple le lycée Diderot dans un triste état de paupérisation intellectuelle ? La faute à la diaspora revenue en force des États-Unis après les accords de 1991 ? La faute au réalisme qui pousse, dans le Sud-Est asiatique, les jeunes vers les professions du commerce et donc vers l'anglais ?

Il y a un peu de tout cela et certainement d'autres causes encore. Ce pays francophone et francophile devient un peu moins francophone, mais son roi est toujours aussi francophile.

Norodom Sihanouk aime la France. Grâce à lui, même si elle se perd, la langue française est toujours la deuxième langue officielle du pays, après le khmer.

Il sait que c'est en France et grâce à la France qu'ont été signés les accords de paix, le 23 octobre 1991. Il se souvient aussi que c'est la France qui l'a fait pour la première fois roi, alors qu'il n'avait pas 19 ans, en 1941 (1).

Il n'oublie pas l'œuvre réalisée par la France durant son protectorat, dans le domaine de la santé, dans celui de l'éducation, dans la formation des élites, dans la conservation du patrimoine, à Angkor ou au musée royal de Phnom Penh. Il a en mémoire ces noms popula-

res au Cambodge : Jean Commaille, Henri Marchal, Georges Trouvé, Maurice Glaize, Madeleine Giteau...

« L'ombre sous laquelle s'abrite le peuple »

Norodom Sihanouk aime la France et il aime surtout le Cambodge. « *Aucune tête couronnée de ce siècle*, écrit Sylviane Pasquier dans *L'Express* (2), *n'aura, autant que lui, incarné le destin de son pays, au point qu'il aura confondu son destin avec celui de son peuple, et jusque dans la tragédie qui faillit l'anéantir* ».

Agé aujourd'hui de 76 ans, il a, il est vrai, marqué de son empreinte plus d'un demi-siècle de l'histoire de son pays. Il est certes l'héritier des rois angkoriens, « maîtres de la puissance d'en bas » par mandat céleste. Il descend en droite ligne d'Ang Chan II et de son fils Ang Duong et réunit sur sa personne les deux dynasties de la famille royale, Norodom et Sisowath. Mais l'hérédité n'explique pas tout.

Elle n'explique pas comment ce musicien, cet amoureux de chansons et de cinéma (il a réalisé une cinquantaine de films) a impressionné Mao Zedong, Zhou Enlai ou encore le général de Gaulle. Zhou Enlai n'a-t-il pas dit un jour au Khmer rouge Khieu Samphan : « *Gardez Sihanouk. Le pays n'a pas encore de conscience politique : c'est Sihanouk qui est le lien entre le peuple et la révolution. Sans lui, le Cambodge vous échappera* ? ». Et si Sihanouk est resté en vie malgré la folie de Pol Pot et des Khmers rouges, il le doit à la protection de Mao et de Zhou Enlai.

Quant à sa relation avec de Gaulle, Sylviane Pasquier n'hésite pas à compa-

rer les deux hommes, tous deux « *passés d'Histoire* ».

Norodom Sihanouk a conjugué de nombreux talents : un sens aigu de la diplomatie, une ténacité à toute épreuve, une vision de l'Histoire. Il a aussi son franc-parler. C'est ainsi qu'il confia un jour à Mao qu'il avait lu *le Petit Livre rouge*, mais qu'il ne comprenait rien au marxisme et qu'à tout prendre il s'en tiendrait au bouddhisme.

Sa relation avec le peuple est charnelle. Il a partagé avec lui le « karma de la souffrance ». Il est « Sandech Ta » (Monseigneur Grand-Père). Il est « *l'ombre sous laquelle s'abrite le peuple* ». Il a fait sienne l'épithète que l'on peut lire sur la stèle de Jayavarman VII : « *Car c'est de la douleur du peuple que*



naît la douleur du roi et non de sa propre douleur ».

Une histoire de ce siècle

Un cinéaste sera peut-être inspiré par la vie de Norodom Sihanouk. Peut-on rêver plus beau scénario ?

1941 : la France met sur le trône ce jeune roi qui n'a pas 19 ans. Il réclame l'indépendance de son pays et l'obtient en 1954. L'année suivante, il abdique en faveur de son père, Suramarit, et crée son propre parti, Sangkum (communauté socialiste populaire). Il gagne les élections. Mais en 1960, son père meurt et Sihanouk redevient chef de l'État.

C'est à cette époque que la région bascule une nouvelle fois dans la guerre.

Ho Chi Minh infiltre le Viêt-Nam du sud par un réseau de pistes qui portent son nom. Les Américains viennent aider Diem et proposent leur aide à Sihanouk qui la refuse.

Le roi est soucieux de l'indépendance de son pays. En 1965, un incident grave le poussera à rompre toute relation diplomatique avec les États-Unis.

Le 18 mars 1970, alors que Sihanouk se fait soigner à Paris, le général Lon Nol, aidé par les services secrets américains, prend le pouvoir. Les Khmers rouges engagent l'offensive contre les troupes de Lon Nol. Les soldats américains entrent dans le conflit et le Cambodge s'embrase.

Sihanouk a rallié Pékin. De là, il forme le FUNK (Front uni national du Kampuchea) auquel tout le monde se rallie, y compris les Khmers rouges.

Le 17 avril 1975, ceux-ci entrent dans Phnom Penh. Quelques heures plus tard apparaît le nom de Pol Pot (abréviation de « *potentat politique* ») dont le réel patronyme est Saloth Sar. Après les massacres de Lon Nol commencent ceux de Pol Pot : des journalistes étrangers, tous les religieux, les intellectuels, les artistes, les pro-Occidentaux...

Sihanouk est privé de tout pouvoir. Il démissionne de ses fonctions de chef d'État. Ses anciens amis et sympathisants sont exterminés.

En juin 1978, sous l'impulsion de Heng Samrin, un ancien Khmer rouge entré en dissidence, le Viêt-Nam lance une première grande offensive contre le Cambodge. Le 7 janvier 1979, Phnom Penh tombe. Pol Pot prend le maquis et la guerre continue.

Norodom Sihanouk ne reste pas inactif. Ses interventions répétées aboutissent. En septembre 1989, les dernières troupes vietnamiennes quittent le Cambodge. Et le 23 octobre 1991 sont signés à Paris les accords de paix qui ouvrent la voie à une ère nouvelle.

En 1993, Sihanouk remonte sur le trône.

Servir, encore...

Ces derniers mois, ceux qui se sont déroulés depuis les événements de juillet 1997, ont encore permis au roi de faire valoir ses grandes qualités manœuvrières. Sans prendre parti dans le conflit qui a opposé son fils Ranariddh à l'autre co-Premier ministre Hun Sen, il a, de sa résidence de Siem Reap, créé les conditions qui ont permis la tenue d'élections le 26 juillet de cette année.

Les résultats du scrutin, qui s'est déroulé sous le contrôle de l'ONU, sont contestés par l'opposition. Mais le roi a fait en sorte que la rentrée parlementaire puisse avoir lieu.

Rien n'est réglé. Le gouvernement n'est pas encore formé. Les deux chefs de l'opposition à Hun Sen, Norodom Ranariddh et Sam Rainsy, sont l'un à Bangkok l'autre à Paris.

Sihanouk est revenu à Phnom Penh. Il

a rejoint le palais Khermarin d'où il veut encore servir son pays. Lui qui a perdu dans la tourmente quatorze enfants et petits-enfants croit en un renouveau et il y consacrera ses dernières forces.

Qui lui succédera ?

Car le roi est malade. Ses médecins chinois lui ont accordé la rémission d'un cancer et d'une tumeur au cerveau. Mais il est diabétique.

Alors se pose le problème de sa succession.

Au Cambodge, la monarchie n'est pas héréditaire, mais élective. Le Conseil du Trône désigne parmi les princes descendant en droite ligne d'Ang Duong le successeur du roi dans les sept jours qui suivent sa disparition. Ce Conseil est composé du président de l'Assemblée nationale et de ses deux adjoints, du Premier ministre et des deux Vénérables représentants les deux ordres du bouddhisme (aristocratique et populaire).

Le prince Norodom Ranariddh ne semble pas avoir beaucoup de chance dans cette désignation. Son engagement politique, son antagonisme avec le co-Premier ministre Hun Sen et son malentendu rapprochement avec les Khmers rouges ne lui ont pas fait que des amis.

Alors qui ?

De plus en plus, on parle de quelqu'un que nous connaissons bien et qui réside à Paris : le prince Norodom Sihamoni, ambassadeur plénipotentiaire du Royaume du Cambodge auprès de l'UNESCO. Danseur classique, passionné de culture, il est l'un des deux fils de la reine Monique, l'« Épouse suprême ».

On dit, dans le cercle de ses amis, qu'il n'est pas très attiré par cette perspective. Mais la reine, sous une apparente douceur, cache une grande volonté et sait se montrer persuasive.

Le prince Sihamoni représente un réel espoir pour la perpétuation de la monarchie au Cambodge. Même si la succession peut apparaître difficile, la qualité de l'homme pourrait s'exprimer pleinement, comme l'a fait le roi Sihanouk, qui continue de marquer l'Histoire de son pays, même si la constitution ne lui donne aucun pouvoir.

L'ombre n'est pas retombée sur le Cambodge...

« *Reste le sourire devenu triste des Cambodgiens, leur accueil, leur gentillesse et la sympathie qu'ils portent aux Français* » (3).

Robert GESNOT

(1) Le 23 avril 1941, Norodom Sihanouk (né le 31 octobre 1922) est élu roi par le conseil des dignitaires et il est couronné le 28 octobre 1941 par l'amiral Decoux, gouverneur général de l'Indochine.

(2) Sylviane Pasquier - « *Monseigneur Grand-Père, roi du Cambodge* », *L'Express* du 23 juillet 1998.

(3) Gilbert Roussel - « *Indochine oubliée* », Les Créations du Pélican.

Prisons

Vous qui refusez d'acheter des objets fabriqués par les prisonniers chinois, sachez qu'un grand nombre de produits américains, à commencer par les emballages et les souris de Microsoft, proviennent des prisons - privées - du paradis de la libre entreprise.

Au pays du libéralisme réel, on compte en effet 1,7 millions de détenus qui ne sont pas tous dans les quartiers de haute sécurité qu'on voit au cinéma. La plupart de ces détenus constituent une main d'œuvre idéale : toujours disponible, toujours en état de flexibilité maximale, elle peut être payée à bas prix (un à deux dollars l'heure) ce qui rend les entreprises qui exploitent ces réserves d'esclaves particulièrement compétitives sur les marchés commerciaux. Les fabricants d'armes, d'avions (Boeing), de vêtements, se gênent d'autant moins que le 13^e Amendement indique expressément que les criminels peuvent être réduits à la servitude. On peut même les employer pour des travaux dangereux, sans leur donner de vêtements protecteurs, et leur faire construire les nouveaux établissements pénitentiaires sur un marché en pleine expansion.

Ce système de travail forcé est décrit dans un petit livre composé d'articles rédigés par les prisonniers eux-mêmes et publiés dans le mensuel *Prison Legal News* - qui invalide par son existence même l'analogie avec le Goulag soviétique. A cette réserve près, les faits rapportés et dûment attestés méritent d'être connus et dénoncés.

Maria DA SILVA

(1) Daniel Burton-Rose « Le Goulag américain, le travail forcé aux États-Unis » - L'Esprit Frappeur, 1998 - prix franco : 16 F.

« Citoyen Mauss »

Marcel Mauss fut d'abord un scientifique reconnu. Mais le sociologue fut aussi le « citoyen Mauss ». Un citoyen impliqué dans les débats politiques et sociaux de son époque et un militant socialiste lucide, se préservant des dérives stalinienne du communisme comme de la tentation néo-socialiste de droite.

De ses *Écrits politiques* ressort ainsi une manière de cultiver le doute et le refus du dogmatisme, mêlant la chaleur de prises de positions sincères au ton plus froid et distant d'analyses sociologiques, reconnaissant l'erreur possible à laquelle s'expose tout militant qui épouse une cause. Pour le « citoyen Mauss » l'engagement n'était pas sous-tendu par la certitude idéologique d'avoir raison, mais par la volonté de trouver collectivement - au travers d'un débat politique dans lequel chacun amène son expérience de la vie et assume la part d'idéologisation du monde consciente ou inconsciente qu'elle comporte - « les moyens d'organiser la vie économique et sociale et de ménager aux hommes un milieu social qui leur soit favorable », explique Marcel Fournier. Le « citoyen Mauss » était un homme aux engagements à la fois sincères, critiques et autocritiques, qui assumait des positions militantes qui lui étaient personnelles et dont il affirmait la légitimité, du fait qu'il était un acteur social à part entière, ayant droit de prendre part au débat démocratique et à la construction du système social. Et le « savant Mauss » justifiait pareillement de cette légitimité, même pour un scientifique, sur le principe que le débat démocratique est d'autant plus riche qu'un nombre important d'individus

viennent y confronter leurs rapports différents, parfois divergents, au monde. Pour aussi scientifique qu'il fût, Marcel Mauss marquait ainsi sa volonté d'user de ses droits et d'assumer ses devoirs de citoyen.

Mais le sociologue ne manquait pas de distinguer sa démarche scientifique de sa démarche militante, en cela que si sa compétence scientifique nourrissait positivement son engagement politique, en revanche, cet engagement politique comportait une dimension affective, un rapport sensible à la vie qui interdisait d'en faire le point de départ d'une démarche scientifique. Mauss prétendait ainsi engager la société dans son ensemble à réfléchir sur les conclusions de ses travaux scientifiques, mais n'engageait que lui dans ses combats politiques. « Notre premier devoir est d'habituer le public, même fidèle, au sens critique nécessaire » expliquait-il à propos de son métier de sociologue.

Aussi ne se fit-il jamais prophète, laissant aux acteurs sociaux le privilège de construire l'avenir à l'abri des déterminismes intellectuels. Il refusa également toujours d'assumer quelque mandat politique que ce soit, dans un parti ou au plan public, estimant que là devait se poser la limite à son engagement. Mauss pensait que son métier de scientifique le prédisposait

à l'analyse critique des réalités politiques et sociales, aussi évitait-il toute fonction qui eût pu le contraindre à renier une part de cette aptitude à l'analyse critique. Entrer dans un appareil politique ou briguer un mandat aurait contraint le sociologue à tenir compte dans son engagement, et probablement dans sa démarche scientifique, d'intérêts relevant de la tactique politicienne.

Si les fonctions scientifiques et l'engagement militant lui semblaient conciliables, en revanche intégrer un appareil politique en aurait fait un idéologue ; or le rôle d'idéologue s'avérait radicalement inconciliable avec sa démarche scientifique, car Mauss voyait les sciences sociales comme un moyen de souligner indéfiniment le caractère inachevé du système social et d'ouvrir des pistes de réflexion pour son amélioration. Il n'entendait pas substituer la science au Politique s'agissant de la piste choisie en dernier lieu parmi toutes celles avancées par la confrontation des analyses scientifiques. C'était précisément au corps social dans son ensemble, à l'issue d'un débat démocratique, que revenait, selon lui, la responsabilité de ces choix finaux. Plus que d'engagement politique, il faudrait donc parler pour Marcel Mauss d'engagement citoyen. Et à quel sociologue peut-on faire le procès de cet engagement citoyen, quand ses activités scientifiques le confrontent chaque jour aux dysfonctionnements du système social relativement aux règles que ce système social s'est lui-même fixées ?

Alexandre RENAUD

Marcel Mauss - « Écrits politiques » - Fayard, 814 p. - prix franco : 235 F.

Les confessions

La publication des œuvres de saint Augustin dans la Pléiade est sans doute un événement littéraire, mais constitue surtout une dette à la mesure de ce que représente pour la culture universelle le génie de l'évêque d'Hippone. Le plus prestigieux des Pères de l'Église d'Occident n'a cessé d'être présent, directement ou discrètement, dans les évolutions de la pensée occidentale. Le Moyen Âge comme la Réforme sont pétris d'augustinisme, tout comme Pascal et Port Royal. Et que dire des *Confessions*, ce premier livre à la première personne, où Lacan voyait la première analyse parce que quelqu'un s'y raconte en présence d'un autre ? C'est le modèle absolu que reprendra Rousseau, et qui est au principe de l'autonomisation des consciences individuelles. On aura beau dire et on aura beau faire : on ne fera jamais mieux qu'Augustin dans le domaine qui requiert à la fois la plus totale sincérité et la plus extrême attention au contenu de la vie psychique. Et le mot psychique est ici passablement réducteur pour désigner les riches harmoniques de l'aventure intérieure.

L'aspect purement biographique n'est pas négligeable. Il nous révèle un jeune homme doué et ambitieux, qui dans la dernière période romaine aspire à la gloire que lui confère sa parfaite maîtrise de la culture et de la rhétorique. Sa réussite est complète, puisque sorti de son infime bourgade africaine, le voilà à Milan, détenteur de la plus prestigieuse des chaires professorales. C'est alors que le destin tourne et que se produit cette conversion qui le fait accéder à une conscience nouvelle de lui-même. Lui qui n'était chrétien que paresseusement, ayant éludé le baptême, et s'était laissé séduire par les mirages du manichéisme, découvrait enfin le mystère chrétien, et de même son propre mystère et celui de la création. *Les Confessions*, chef-d'œuvre de la littérature universelle, permettront à ses innombrables lecteurs de saisir toute cette évolution.

Augustin est le premier à entreprendre une introspection dont le but est de faire reculer toujours plus les étroites limites de la subjectivité pour pressentir quel monde extraordinaire contient la conscience de l'individu. Ces limites sont d'autant plus repoussées que le langage du moi retrouve, selon l'expression de Philippe Sollers, la langue de Dieu. Cela commence par l'anamnèse, c'est-à-dire le ressouvenir de toutes les étapes d'une existence. Augustin revit tout ce qui l'a amené graduellement à la découverte du Dieu chrétien et à la conversion, ce qui implique un examen approfondi de ses fautes. Toute la littérature contemporaine, qui peine dans l'investigation de la vie morale en étalant souvent jusqu'à l'impudeur le petit tas de secrets d'un chacun, n'a rien inventé. Les confessions d'Augustin sont des plus directes dans l'aveu, mais celui-ci fait éclater l'écorce d'indignité en restituant la faute à sa vraie profondeur : « L'amour de ton amour me pousse à reprendre Mes voies d'iniquité Dans l'amertume du souvenir, Pour ressentir en moi s'infiltrer ta douceur, O Douceur qui ne trompe pas, O Douceur de bonheur et de sécurité, O toi qui me rassembles de la dispersion, où je me suis, tout en

lambeaux éparpillé, Détourné de toi, l'Un, perdu dans le Multiple ».

Ce qui n'est pas moderne dans *les Confessions*, c'est précisément ce qui est supérieur à la modernité, c'est-à-dire le rapport à la transcendance que le moderne fuit à toutes jambes comme un piège ou une illusion. La conscience de soi est d'autant plus forte, qu'elle s'opère en présence d'un autre qui ouvre aux vraies dimensions de la subjectivité, bien au-delà de l'appareillage étriqué qui réduit le moi à sa plus faible détermination. Ici le récit précis des fluctuations du cœur produit toujours l'envol de la pensée, en même temps qu'il aiguise la lucidité de celui qui se raconte.

Très souvent, on n'a retenu des *Confessions* que l'odyssée d'un homme qui sort de ses égarements de jeunesse, ce qui est singulièrement réducteur. Certes, Augustin, nous venons de le dire, n'est pas disposé à considérer que ses fautes furent légères. Cela n'autorise pas à simplifier son parcours en parlant de la conversion au christianisme d'un homme qui peine à sortir de sa débauche. L'intérêt de l'ouvrage c'est l'ampleur symphonique où tout prend sens et où le rejet de la faute ouvre aux abîmes d'un Dieu miséricordieux. D'où une vision de l'existence qui est bien au-delà du ressassement d'une conscience douloureuse. La conversion débouche sur un élargissement. Une profondeur nouvelle appelle ce Dieu grâce à qui le sujet progresse dans sa propre connaissance. Un Dieu qui soit plus moi-même que moi, traduisait Claudel avec une exactitude plus exigeante que le mot à mot.

« Qui donc est celui qui est au-dessus de la cime de mon âme ? C'est en passant en mon âme elle-même que je m'élèverai jusqu'à lui ». Le Dieu augustinien est certes transcendant, mais sa transcendance est en quelque sorte co-naturelle et interne à la personne qui n'accède à la véritable existence que dans le dialogue avec celui qui lui donne sa pleine dimension. Le Je n'accède à lui-même que dans le rapport au Tu qui lui permet d'exister comme une personne, avec toutes les ressources de son intériorité.

Augustin se tourne vers les immenses palais de sa mémoire, qui ne sont pas seulement le lieu de ses souvenirs, mais celui où il se rencontre lui-même. Et pourtant, il franchit même ses limites pour atteindre un degré supérieur qui est la *memoria Dei*. « Où donc t'ai-je trouvé pour te connaître, sinon en toi-même, au-dessus de moi ? Mais entre toi et nous, nulle part il n'y a d'espace ». Cela est si vrai que l'on ne peut échapper à Dieu qu'en se fuyant soi-même. « Tu étais au-dedans, moi j'étais au dehors ».

Autre dimension inépuisable ; celle qui concerne le Temps et qui a alimenté jusqu'à aujourd'hui la réflexion des philosophes, sans pouvoir être dépassée. Le temps qui n'est perceptible qu'à l'esprit qui surplombe la succession des instants, grâce à la tension intérieure dont il est capable (Augustin explique que le temps est *distension*) est aussi en relation avec une théologie de l'histoire, où tous les événements font sens. Il ne s'agit donc pas pour le penseur d'opérer cette réduction idéaliste où instants et événements se dissolvent et s'effacent. L'éternité confère à l'instant une valeur ontologique. Jean Guittou dans sa thèse sur *le Temps et l'éternité* reprendra la thèse augustinienne en l'opposant à la réduction idéaliste contemporaine, réduction qui aboutit à un univers intemporel où l'avènement d'un esprit pur prétend évacuer les maux et les impuretés de l'histoire. A l'opposé de l'Augustin des *Confessions* et de *la Cité de Dieu*, qui s'oppose d'avance à toute tentative de mettre fin à l'histoire où s'inscrit le sens de nos vies.

Saint Augustin - « Les Confessions - Dialogues philosophiques » - Bibliothèque de La Pléiade, Gallimard - prix franco : 380 F (jusqu'au 31 décembre).

Bouche

Utopies pirates

Nous avons tous frémis, de crainte et de plaisir, en voyant apparaître sur les grands écrans de notre enfance, le terrible drapeau noir frappé de la tête de mort. Les pirates ! Les pirates !

Ces pirates étaient-ils si méchants qu'on a voulu le faire croire ? Et les autorités ne redoutaient-elles pas plus leur révolte que leur violence ? Peter Lamborn Wilson, qui a acquis une certaine notoriété sous son pseudonyme d'Hakim Bey, en semble persuadé. Sous le titre « *Utopies pirates* », il vient de publier aux éditions Dagorno un album joliment illustré dans lequel il s'efforce de nous présenter les pirates en héros pré-révolutionnaires.

N'hésitons pas à le dire d'emblée : la thèse ne convainc pas. Ce qui d'ailleurs n'enlève rien au grand intérêt de cet ouvrage, essentiellement consacré aux pirates du Maghreb des XVII^e et XVIII^e siècles, qui débroussaille des régions inexplorées de notre histoire. Ainsi, les *Renegados*, ces Européens, relativement nombreux, qui se mirent au service des barbaresques et se convertirent, plus ou moins, et plus ou moins volontairement à l'Islam. Qu'au delà des circonstances, des contraintes, d'un certain goût de l'aventure et d'un très courant appât du gain, il y ait eu là les manifestations d'une révolte contre les sociétés européennes, nous voulons bien l'accepter. Mais de là à transformer en révolutionnaires des individus se faisant construire, pour les plus chanceux, de luxueux palais, servir par une nombreuse domesticité, câliner par de très

et il n'est pas jusqu'à quelque flibustier devenu nabab généreux que nous ne pourrions nommer.

Cependant, il y a bien eu une utopie pirate, utopie au sens plein du mot tant son existence semble improbable (mais sait-on jamais). Elle aurait fleuri bien loin des côtes méditerranéennes, quelque part dans l'océan Indien. République libertaire et égalitaire, démocratie exemplaire, société ouverte ignorant le racisme et l'esclavage, confessant un déisme tolérant, Libertia aurait été fondée par un capitaine français en rupture de ban. On n'en a pas d'autres traces que l'histoire qu'en a contée Daniel Defoe, le père de Robinson Crusoe. Vérité ou légende ? Peu importe, tant ce texte de 1724 vaut par sa puissance révolutionnaire - il a sa place dans toute histoire conséquente des idées politiques. On sera reconnaissant à « l'Esprit frappeur » de nous l'avoir remis à disposition à si bon marché.

Patrick PIERRAN

Peter Lamborn Wilson - « *Utopies pirates* » - Éditions Dagorno, 140 p. - prix franco : 135 F.

Daniel Defoe - « *Libertalia* » - L'Esprit frappeur, 128 p. - prix franco : 18 F.

Vient de paraître

Philippe de Montjouvent

Le Comte de Paris et sa descendance

État présent de la Maison de France

Format 16x24 - 480 pages - Prix franco 180 F

MISE AU POINT

A la suite de la publication dans le dernier numéro de la revue *Optimum* d'un entretien avec Bertrand Renouvin, ce dernier a adressé la mise au point suivante à la rédaction de cette revue.

Vous avez publié dans le numéro 22 de votre revue le texte de l'entretien que j'ai eu avec votre collaborateur, M. N.... J'avais accepté d'être enregistré à condition que la transcription soit corrigée par mes soins.

Cette précaution n'était pas inutile car le texte rédigé par M. N... contenait des phrases qu'il avait lui-même prononcées lors de l'entretien et que j'avais refusé de reprendre car elles faussaient plus ou moins gravement mes déclarations et l'appréciation que je porte sur certaines personnalités politiques.

Comme on ne me laissait que quelques heures pour apporter mes corrections, j'ai seulement remplacé les lignes qui concernaient M. le président de la République et M. Le Pen. J'ai ainsi supprimé la phrase suivante : « *Chirac est sans doute notre plus médiocre souverain depuis Charles VI. Et encore : le malheureux était atteint d'une maladie mentale* ». N'ayant jamais pensé ni exprimé un tel jugement, je me suis contenté d'écrire que « *Pour porter un jugement politique sur Jacques Chirac, il faudra attendre la fin de son septennat* ». Par ailleurs, la proposition : « *Le Pen est certes un voyou, raciste et xénophobe* » a été remplacée par « *Le Pen est certes un agitateur xénophobe* ». Bien entendu, j'ai conservé le double des corrections qui ont été adressées à la rédaction par télécopie dans les délais indiqués.

Ouvrant votre revue, j'ai eu la surprise de constater que ces corrections n'ont pas été reportées, malgré les assurances qui m'avaient été données. De plus, le jugement que m'est faussement attribué sur Jacques Chirac a été placé en exergue, et donne par conséquent une idée fautive de l'ensemble de l'entretien.

Il est donc avéré que M. N... est un journaliste malhonnête, qui s'est servi de cet entretien pour monter une minable manipulation politique.

Je ne doute pas que cette mise au point sera publiée dans le prochain numéro de votre revue.

RELIURES

♦ Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal.

Elle est vendue au prix de 97 F franco.

♦ Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 17 F pièce).

Vendus aussi par année complète (300 F franco) de 1977 à 1997 (sauf 1979).

INTERNATIONAL

Nous lançons un appel à nos lecteurs domiciliés à l'étranger ainsi qu'à tous ceux qui lisent régulièrement la presse internationale afin qu'il nous fassent parvenir toutes coupures de presse concernant aussi bien les monarchies établies (discours du souverain, problèmes dynastiques, visites officielles, etc.) que les activités des prétendants ou des mouvements royalistes.

Ceci nous est indispensable afin de compléter notre information et de nous permettre d'alimenter la rubrique de *Royaliste* consacrée aux monarchies étrangères. Notre numéro de télécopie : 01.42.96.05.53.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonnement des *mercredis* annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

♦ Mercredi 11 novembre : Après avoir provoqué d'immenses dégâts, l'ultra-libéralisme est entré dans une crise qui sera fatale à ce prétendu modèle économique. Il est nécessaire de bien comprendre cette logique de désastre, mais aussi de réfléchir à ses effets sociaux et politiques, avant d'envisager les solutions possibles. Bertrand RENOUVIN présentera cette « analyse d'une catastrophe annoncée », afin d'amorcer un débat auquel chacun, même peu familier des questions financières, pourra facilement participer.

♦ Mercredi 18 novembre : Directeur scientifique à la Fondation des Sciences politiques et spécialiste des questions asiatiques, Jean-Luc DOMENACH a récemment consacré un ouvrage décisif

aux pays asiatiques qu'on présentait, il y a peu, comme des modèles d'équilibre moral et de développement efficace. Au-delà des péripéties de la crise financière qui frappe cette zone, notre invité examinera tous les aspects d'une situation qui met « L'Asie en danger » : déstabilisation sociale, déséquilibres politiques, confrontation entre la Chine et le Japon.

♦ Mercredi 25 novembre : Nous avons à plusieurs reprises reçu Marcel GAUCHET, qui anime avec Pierre Nora la revue *Le Débat*, et qui a consacré plusieurs ouvrages à l'histoire des phénomènes religieux et à l'évolution de la société moderne. Nous l'écouterons à nouveau s'expliquer sur « La religion dans la démocratie », thème apparemment rebattu mais que notre invité examinera selon l'hypothèse d'une sortie de la religion : ce n'est pas le « retour du religieux » qui oblige la République à se redéfinir, mais au contraire l'éclipse de la religion. Pourquoi ? Avec quelles conséquences ? C'est ce qui fera l'objet de notre débat.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (50 F pour l'année)

Appel

♦ Il y a vingt ans, lors des journées royalistes que nous avons organisées salle des Horticulteurs, un extraordinaire dialogue s'était noué entre Pierre Boutang et Maurice Clavel.

♦ Nous recherchons les personnes qui pourraient détenir un enregistrement de cette confrontation.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Pascal BEAUCHER
Roland Joussetin - « *Au couvert du roi - XVII^e - XVIII^e siècles* » - Éd. Christian - prix franco : 135 F.

L'illusion social-démocrate

Quand on examine leurs intentions, les socialistes remportent toujours le prix d'excellence. La main sur le cœur ils jurent d'être fidèles à leurs principes et à leurs électeurs et la nouvelle génération a même proclamé, en juin 1997, qu'elle n'avait pas le droit à l'erreur !

Comme cette pureté morale s'accompagne du pragmatisme des bons élèves des classes de gestion administrative et financière, l'impératif du programme électoral (faire ce que l'on doit) se transforme en une modeste maxime (faire ce que l'on peut) qui indique la persistance de la bonne volonté mise à l'épreuve des contraintes et de l'adversité.

D'où la douleur non feinte de ces braves socialistes lorsqu'on leur fait remarquer que l'humble débrouille consiste finalement à faire le contraire du Devoir solennellement annoncé. On n'abroge pas les lois Pasqua, on privatise à tour de bras, on abandonne les entreprises et les banques françaises à la loi du marché, on laisse détruire le droit social... Mais l'excellence des intentions demeure, et les amis du genre humain nous demandent simplement un peu de patience.

Mieux : ils nous annoncent que leur bonne volonté va se déployer à un niveau supérieur pour y atteindre sa pleine efficacité. Tel fut, avant 1914, le discours des membres de la Deuxième Internationale, qui n'empêcha pas le vote des crédits de guerre par les élus du parti social-démocrate allemand. Tel est aujourd'hui le thème sur lequel on brode joliment, au gouvernement, au *Monde*, au *Nouvel Observateur* et à *Libération*. Broderie en effet :

les bavardages de l'ouvroir social-démocrate ne sont que le faible écho des débats et des combats que menaient Jaurès, Bernstein, Kautsky... En cette fin de siècle, il s'agit simplement d'aménager l'économie de marché par des régulations minimales, afin d'atténuer les souffrances imposées aux peuples par un capitalisme dont l'écrasante victoire n'est plus contestée.

Nous défendrions avec l'énergie du désespoir cette gestion de l'infirmerie sociale si l'analyse socialisante était juste (alors que



les forces du « grand capital » financier ne sont victorieuses que par défaut de résistance), et si l'idée d'une co-direction social-démocrate de l'Europe avait quelque chance de se concrétiser.

Tel ne sera pas le cas. Les relations amicales qu'entretiennent MM. Blair, Schröder et Jospin et la coloration rose-verte de treize gouvernements européens ne peuvent rien changer à la logique politique : l'Europe social-démocrate, comme l'Europe sociale, comme l'Europe démocratique, est une impossibilité théorique et pratique dès lors qu'on accepte les présupposés libéraux de l'euro-péisme bruxellois.

Il n'y aura pas d'Europe sociale : le modèle économique de la pure concurrence en constitue la négation la plus radicale qui soit. Il ne peut pas y avoir de droit social européen sans l'existence d'un État souverain, capable de protéger les personnes et les groupes, et disposant de la force nécessaire pour faire respecter une loi commune qui reste d'ailleurs à définir.

Il n'y aura pas de progrès social tant que l'activité économique sera soumise aux aléas du marché, tant que les décisions monétaires seront confiées à des banquiers indépendants (du pouvoir politique, non des groupes d'intérêts), tant qu'il n'y aura pas de projet industriel commun. Or nous constatons que les chefs de gouvernements sociaux-démocrates ne peuvent même pas faire baisser les taux d'intérêts français et allemands, qu'ils renoncent aux instruments de la politique industrielle (par les privatisations en France) et même aux moyens de la puissance économique - par l'abandon de l'énergie nucléaire, unilatéralement décidé par nos amis d'outre-Rhin au moment même où la gauche française glorifiait les convergences franco-allemandes.

Il n'y aura pas non plus d'Europe démocratique, puisque l'Europe d'Amsterdam, incapable de définir la forme politique (fédérale ou confédérale) de son organisation, continuera de fonctionner sur le mode du despotisme administratif et sous la contrainte d'une Banque centrale agissant sans contrôle.

L'Europe sociale-démocrate est l'illusion qui recouvre la démission des politiques, leur collaboration honteuse avec le capitalisme financier, leur refus de continuer à faire l'histoire. Ils cultivent le rêve d'une grande Helvétie, sans nous dire qu'elle serait ravagée par les prédateurs du monde entier. Ne tombons pas dans ce piège.

Bertrand RENOUVIN